



Le 7 juin se joue la survie des services publics locaux

Chaque jour, dans l'exercice du mandat qui m'a été confié, je mesure l'impact des décisions de l'Union européenne sur la vie quotidienne des citoyens. Je ne vais pas dresser un inventaire mais je crois qu'il faut insister sur la remise en cause générale des services publics par l'Union européenne. Déjà, cette notion a été remplacée par celle de service d'intérêt économique général. Il s'agit de dire que le service public peut être mis en œuvre par n'importe quelle forme juridique, dont le secteur marchand. Dans ce contexte, la Commission européenne prévoit de mettre en concurrence le secteur public (les agents des collectivités locales) avec le secteur marchand pour le fonctionnement quotidien des crèches, par exemple. Un exemple parmi tant d'autres qui me fait dire qu'il est urgent de changer d'Europe.

Le 7 juin choisissons la voix de l'unité.

Dès ce scrutin nous considérons que le déni de démocratie qui a présidé à l'adoption du Traité de Lisbonne par le Parlement nécessitait une riposte unitaire, à l'image de celle qui avait amené les citoyens à dire « NON » au Traité constitutionnel européen. L'unité des forces de transformation sociale avait, à notre sens, contribué à la clarification du débat. Nous avons voulu la poursuivre à l'occasion du scrutin européen du 7 juin. Malgré nos appels, certains ont privilégié des ambitions solitaires au détriment de l'intérêt du peuple. Mais la démarche engagée avec le PCF et la Gauche unitaire contribue à faire vivre l'unité dans les urnes quand les salariés s'unissent dans les rues.

Le 7 juin un référendum anti-Sarkozy...

Comme je l'ai expliqué, il y a une cohérence entre la politique de Sarkozy en France et celle menée par Barroso à la Commission européenne. Même volonté de casse des services publics, des acquis du monde du travail, même volonté de mettre en œuvre, à marche forcée, le contenu ultralibéral du Traité constitutionnel européen malgré les votes des peuples français,

néerlandais et irlandais.Face à la crise cette volonté libérale agrave la situation.. Le scrutin européen constitue une première étape pour proposer de tourner la page.. Il faut une force politique prête à gouverner sans concession avec la droite.Les électeurs en votant front de gauche seront certains d'élire des députés qui d'aucune manière co-gèreront l'Europe libérale avec le PPE.